



DIMANCHE SOIR ECONOMIE – Le 22/03/2009 – 17 :45 :39 – Extrait

Invités : Bernard VAN CRAEYNEST, Président CGC ; Jean-Hervé LORENZI, Président Cercle des économistes

BRIGITTE JEANPERRIN

Bonsoir. Attendre ou pas pour faire plus ? C'est la question politique et économique du week-end en France mais aussi en Europe. Plus précisément, la vraie question est de savoir quand sortir les munitions en réserve, et surtout lesquelles ? Il faut dire que les prévisions de l'INSEE, comme celles de l'OCDE ou du FMI, vendredi, sont alarmantes sur l'ampleur de la récession et sur sa vitesse de propagation. Début janvier, on prévoyait -1,5 % de croissance pour 2009 en France, l'INSEE annonce -2,9 dès juin ; -3,7 au Royaume Uni ; -4,9 en Allemagne – notre principal partenaire commercial ; -6,5 au Japon. Conséquence sur l'emploi : l'accélération rapide du taux de chômage à 9,2 % au deuxième trimestre, c'est-à-dire 387 000 destructions d'emplois. Les Vingt-sept, comme le gouvernement français, choisissent de se laisser du temps pour que les différents plans de relance, 400 milliards en tout en Europe, 3,3 points de PIB, diffusent leurs effets. Mais on est bel et bien dans une course de vitesse entre la propagation de la récession, ce que les Français comme les Européens vont supporter socialement, et les décisions politiques d'ouvrir les vannes et de casser les codes économiques en vigueur face à cette situation exceptionnelle. Alors, pour en débattre : un économiste et un syndicaliste. L'économiste, Jean-Hervé LORENZI, président du Cercle des économistes, qui publie aux Editions PERRIN « Fin de monde ou sortie de crise ? » ; Bernard VAN CRAEYNEST, président de la CGC. Messieurs, bonsoir. (.../....) Alors, Bernard VAN CRAEYNEST, au nom de la CGC, comment réagissez-vous face aux chiffres annoncés par l'INSEE ?

BERNARD VAN CRAEYNEST

Malheureusement, je dirais que je ne suis pas surpris. Je rappellerais simplement qu'il y a tout juste deux mois nous avons connu un épisode de psychodrame autour de la fin de négociation de la convention d'Assurance chômage où d'un côté le patronat nous disait « il faut mettre en place un mécanisme qui permette d'envisager une baisse de cotisations au 31 juin prochain », et j'ai bloqué la négociation en question tout simplement parce que ça me paraissait totalement décalé par rapport à la montée en puissance de la crise, et on le voit bien aujourd'hui avec ces destructions massives d'emplois, les prévisions en l'espace de deux mois sont passées, je vous le rappelle, côté gouvernemental, encore d'une petite croissance de 0,5 %, et de collectif budgétaire en collectif budgétaire nous voyons que nous sommes malheureusement totalement décalés, en retard par rapport à cette accélération de la crise et à cette dégradation des prévisions économiques.

BRIGITTE JEANPERRIN

Mais en même temps, on peut dire que du côté des partenaires sociaux il y a cette prise de conscience de nouvelles responsabilités, on le voit, vous

vous êtes réunis vendredi pour savoir quelle suite à donner au mouvement, et Maryse DUMAS a dit à la sortie, « nous explorons des chemins totalement inconnus avec un mouvement de cette ampleur », et du côté de la FSU on dit la même chose, « c'est une responsabilité comme on en a rarement eue ».

BERNARD VAN CRAEYNEST

Bien évidemment ! Nous voyons que en ce qui concerne l'emploi, et donc le désarroi des salariés, nous avons effectivement cette responsabilité de ne certainement pas faire de surenchère, et nous y veillons, mais de faire en sorte de secouer gouvernement et patronat pour qu'ils prennent conscience de la nécessité d'anticiper davantage et de cesser de jeter quelques gouttes d'eau sur l'incendie, mais au contraire d'être beaucoup plus dynamique et de trouver les moyens pour soutenir les entreprises qui dans une conjoncture normale sont parfaitement pérennes et qui aujourd'hui risquent de disparaître, ce qui handicaperait considérablement, bien évidemment, notre économie parce que la Premier ministre nous dit, « on essaie de préparer le pays, ça va redémarrer et on va mieux redémarrer que les autres », c'est totalement faux.

BRIGITTE JEANPERRIN

Il dit surtout, attendre de voir ce premier plan de relance ce qu'il donne concrètement sur le terrain parce qu'il démarre que le 1^{er} avril d'une certaine manière.

BERNARD VAN CRAEYNEST

Eh bien, l'attentisme est une catastrophe quand on voit l'ampleur de cette crise et quand on voit qu'un pays comme l'Allemagne qui tombe, certes, de très haut, a structurellement par exemple une industrie suffisamment diversifiée et exportatrice qui va lui permettre de bénéficier à plein du redémarrage lorsqu'il se produira, ce qui n'est pas encore notre cas parce que malheureusement on s'aperçoit qu'on est en train de sauver quelques fleurons au travers de ce que l'on fait pour l'industrie automobile, mais on n'est pas en train de diversifier notre industrie, notamment dans des secteurs comme les nouvelles technologies de l'information et de la communication, les bio, les nanotechnologies, pour faire en sorte d'être au cœur des industries d'avenir au 21^e siècle.

(.../....)

BRIGITTE JEANPERRIN

Alors, concrètement, ça passe par quoi ? On voit là, ce week-end, que dans les Deux Sèvres, HEULIEZ va sûrement supprimer mille emplois menacés parce qu'il y a des problèmes de trésorerie et risque d'être en cessation de paiement. Et il demande au fonds stratégiques d'investissement d'accélérer les démarches. Il faut qu'on mette plus d'investissements, il faut relancer les pôles de compétitivité, comme le dit la CGC, il faut aller plus loin sur les nouvelles technologies ? Il faut faire quoi ?

(.../...)

BERNARD VAN CRAEYNEST

D'un côté, nous avons effectivement un fonds stratégique d'investissement pour soutenir nos entreprises, développer la technologie, eh bien vous citez HEULIEZ qui est un constructeur de niche, qui en plus est dans une région où nous avons SAFT par exemple, à l'heure où on parle des véhicules électriques, alors que nos champions nationaux ont tardé à prendre conscience des évolutions du marché, sortent un 4x4 et n'ont pas fait les efforts

nécessaires sur les véhicules hybrides, électriques, etc., on voit qu'il y a des besoins sur le plan industriel, je partage tout à fait l'avis de Jean-Hervé LORENZI sur la faiblesse, mais que nous avons, nous, soulignée à la CFE CGC en 2005 lorsque les pôles de compétitivité ont été lancés. On en a lancé 62 ou 63, c'était là aussi du saupoudrage. Et puis, il y a aussi l'aspect social...

BRIGITTE JEANPERRIN

... mais lorsque l'on dit, par exemple, que l'on met trois milliards pour la R&D de l'automobile, vous dites il faut le faire aussi dans d'autres secteurs, il faut lâcher les vannes, quoi, budgétaires.

BERNARD VAN CRAEYNEST

Regardez ce que font les Etats-Unis dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication, voilà un secteur porteur d'avenir, voilà un secteur où il faut mettre le paquet. Or, nous, on est en train de tergiverser, on continue à parler d'un certain nombre de secteurs mais sans véritablement avoir défini un plan stratégique qui nous permette d'éclairer l'avenir.

BRIGITTE JEANPERRIN

Et comment vous accompagnez ça socialement ? Qu'est-ce qu'il faut faire là tout de suite ?

BERNARD VAN CRAEYNEST

Eh bien, comme le disait Jean-Hervé LORENZI, il y a effectivement un problème de transferts sociaux vers les plus en difficulté, et malheureusement c'est une population qui a tendance à grandir. Et bien entendu, il y a le problème de la formation. Mais, ne nous leurrions pas trop parce que la formation il faut la définir et il faut la mettre en place et en ce qui nous concerne nous demandons d'ailleurs qu'elle soit le plus possible individualisée. C'est un problème de formation initiale, c'est un problème de formation continue. Mais soyons aussi conscients du fait que nous restons malgré tout dans un pays où nous continuons à avoir des emplois peu qualifiés, et il faut être en capacité également de donner du travail aux personnes qui ne sont pas très qualifiées, même si il faut évidemment les faire monter en niveau de qualification.

BRIGITTE JEANPERRIN

Ca veut dire qu'au niveau national les partenaires sociaux, les syndicats, vont devoir coller au terrain, au bassin d'emploi, pour essayer de trouver des mécanismes pour faire repartir l'emploi et sauver des entreprises, c'est ça ?

BERNARD VAN CRAEYNEST

Bien évidemment, il y aura certainement de nouvelles manifestations nationales parce que la crise est d'une telle ampleur, le désarroi est tel que il faudra le faire, mais il est évident que de plus en plus du fait de la décentralisation, du fait que les conseils régionaux ont une responsabilité en matière d'emploi et de formation, éventuellement d'investissement économique, il faut que nous réussissions à coordonner l'action des pouvoirs publics, qu'ils soient nationaux ou territoriaux avec les bassins d'emploi. C'est pour ça que j'avais proposé d'ailleurs au Chef de l'Etat dans les réunions de crise que nous avons connues depuis le 3 novembre de s'appuyer sur des organismes qui existent comme les commissions paritaires territoriales de l'emploi ou les fameuses COPIRE (commissions paritaires interprofessionnelles régionales pour l'emploi) de manière à étudier au plus près les conséquences de la crise et adapter les mesures.

(.../...)

JEAN-HERVE LORENZI

Il est clair que le plan de relance ne met pas assez sur l'enseignement supérieur et la recherche. Donc, c'est les deux, tout le monde doit y mettre du sien : crise.

BERNARD VAN CRAEYNES

Je crois que c'est le mot de la fin, tout le monde doit y mettre du sien et les organisations syndicales sont en train de démontrer à la fois par leur unité et par leur sagesse, en analysant parfaitement les problèmes qui nous sont posés, que nous avons une vraie volonté de travailler pour l'intérêt général.

BRIGITTE JEANPERRIN

Messieurs, je vous remercie. 17 :59 :11 FIN^